



HAL
open science

Au-delà du dualisme “ nature-culture ”

Jean-Renaud Boisserie, Guillaume Blanc, Jean-Baptiste Eczet

► **To cite this version:**

Jean-Renaud Boisserie, Guillaume Blanc, Jean-Baptiste Eczet. Au-delà du dualisme “ nature-culture ”. Jean-Renaud Boisserie; Sandrine Prat; Christel Tiberi. Le Grand Rift Africain, à la confluence des temps, Le Cherche-Midi; CNRS, pp.140-147, 2023, 978-2-7491-7814-1. hal-04843126

HAL Id: hal-04843126

<https://cnrs.hal.science/hal-04843126v1>

Submitted on 14 Jan 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Au-delà du dualisme « nature-culture »

Jean-Renaud Boisserie^{1,2}, Guillaume Blanc^{3,4}, Jean-Baptiste Eczet⁵

¹ Centre français des études éthiopiennes (CFEE), CNRS & Ministère de l'Europe et des affaires étrangères, Addis-Abeba, Éthiopie

² Laboratoire Paléontologie évolution paléoécosystèmes paléoprimatologie (PALEVOPRIM), CNRS & Université de Poitiers, Poitiers, France

³ Laboratoire Tempora, Université de Rennes 2, Rennes, France

⁴ Institut Universitaire de France

⁵ Laboratoire d'anthropologie sociale (LAS), EHESS & CNRS, Paris, France

Entre l'humanité et la nature, le Rift est-il le catalyseur de notre émancipation, le conservatoire de rapports harmonieux ou une terre vierge à préserver ? Il est temps de rompre avec les paradoxes.

Le Rift a acquis sa réputation de « berceau de l'humanité » par la longue séquence de fossiles humains mise au jour en Éthiopie, au Kenya et en Tanzanie à partir des années 1960 : les tout premiers représentants du buisson humain (*Ardipithecus**, *Orrorin**), les australopithèques tels que Lucy (*Australopithecus afarensis*), des fossiles attribués au genre *Homo* de plus de 2 millions d'années et certains des plus vieux témoins de notre espèce, *Homo sapiens*. Avec les travaux menés dans la basse vallée de l'Omo puis étendus à d'autres sites, le « berceau » comme lieu des origines est également devenu l'incarnation d'un principe émancipateur permettant à l'humanité de s'affranchir de la nature bestiale dans laquelle serait restée notre sœur en évolution, la « chimpanzité* ».

La modification des conditions environnementales, et notamment l'aridification locale influencée par le rifting*, aurait ainsi entraîné une succession de réponses adaptatives de la part de nos ancêtres face à des milieux toujours plus ouverts, c'est-à-dire moins denses en arbres. On peut notamment citer l'acquisition de la bipédie, le développement du cerveau, la course, le lancer de précision, la taille de la pierre et ses raffinements successifs. L'humanité serait ainsi devenue une entité culturelle et technologique, et ces adaptations auraient permis son expansion vers de nouveaux territoires, en premier lieu l'Eurasie, puis la poursuite de son histoire à l'échelle planétaire.

Le Rift, berceau de l'humanité ?

Ces hypothèses ont conféré au Rift un statut d'acteur du passé de l'humanité tout entière, un objet patrimonial aux dimensions continentales et de portée universelle. Plusieurs de ses sites ont d'ailleurs été inscrits sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco grâce à leurs contenus paléoanthropologiques. La transition humaine de la nature vers la culture pourrait être illustrée par la versatilité des classements de ces sites, tantôt décrits par l'Unesco comme « naturels » (parcs nationaux du lac Turkana, au Kenya), « culturels » (basses vallées de l'Omo et de l'Awash, en Éthiopie), ou bien « mixtes » (zone de conservation de Ngorongoro, en Tanzanie – incluant les sites d'Olduvai et Laetoli).

Sauf que la métaphore du « berceau » est un contre-sens absolu. Il n'est en effet pas possible d'identifier précisément à quel moment et à quel endroit l'humanité aurait « surgi ». Les premières phases de notre histoire s'étalent sur des millions d'années et débutent par un événement proprement indécélable à l'échelle des temps géologiques et du continent africain, c'est-à-dire l'isolement reproductif* entre deux populations d'une même espèce – en l'occurrence l'espèce ancestrale aux

humains et aux chimpanzés. Plus les fossiles sont anciens, plus leur attribution à la lignée humaine est difficile et conflictuelle entre spécialistes, car elle doit s'appuyer sur des caractères ténus, telle la taille relative des canines et l'utilisation plus ou moins fréquente d'une locomotion bipède, d'ailleurs possiblement préexistante à la divergence entre chimpanzés et humains. Pas étonnant donc que la localisation du « berceau » oscille aujourd'hui entre l'Afrique centrale, l'Afrique australe et le Rift.

Comme d'autres groupes de grands mammifères, l'humanité s'est modérément diversifiée, tant en réponse aux dynamiques climatiques qu'aux conditions de vie locales – une trentaine d'espèces fossiles sont ainsi connues. Son aire de répartition s'est étendue, incluant toujours l'Afrique, qui a constamment alimenté l'Eurasie et le reste du monde en nouvelles espèces (par exemple *Homo sapiens*) et en technologies lithiques* innovantes. Et comme pour tout le reste du vivant, à aucun moment l'humanité ne s'est affranchie de son cadre dit « naturel ».

Au moins pour le genre *Homo*, la combinaison d'une socialité complexe, de la capacité à exploiter une diversité de ressources et d'une locomotion économe en énergie – traits connus séparément chez d'autres espèces – ont donné aux humains le statut d'ingénieurs de leurs écosystèmes, c'est-à-dire d'êtres vivants dont l'activité a un impact écologique important, tels que les coraux, les castors, les éléphants et les cyanobactéries. Les humains sont également devenus des super-prédateurs en compétition avec, entre autres, les grands félins à dents de sabre. Le contrôle de la production des ressources alimentaires par *Homo sapiens* à partir de la transition néolithique n'a pas non plus vraiment permis de s'émanciper du vivant, puisque nos sociétés complexes restent totalement dépendantes des climats, des sols, des pollinisateurs, de la biologie des organismes domestiqués et de ceux qui sont pêchés ou chassés. Cette économie de production a, au contraire, ouvert la porte à de nouvelles interactions avec le reste de la nature, par exemple avec les pathogènes transmis par nos animaux domestiques et commensaux* – rougeole, grippe, tuberculose, peste, etc. Au cours de ces millions d'années, les écosystèmes africains et leurs humains ont donc coévolué* dans une constante interaction entre espèces, lesquelles se sont enrichies ou appauvries de leurs réponses réciproques. Et le Rift n'est résolument pas un berceau, puisque l'humanité ne l'a jamais quitté.

Vous avez dit culture ?

La situation de certaines populations pastorales du Rift ne paraît-elle pas alors anachronique, tant l'écart technique entre celles-ci et les sociétés industrielles semble immense ? Nombre de publicités jouent de ce contraste, en faisant par exemple poser un Maasaï en pagne rouge, peint à l'argile dans un paysage de savane, un téléphone portable dans la main. Si ce contraste s'appuie aujourd'hui sur la technologie, qui distinguerait des mondes « traditionnels » et d'autres « modernes », il fut un temps où la différence culturelle se mesurait surtout selon un prisme religieux et moral, comme lorsque les conquistadors arrivèrent aux Amériques. L'écart culturel se jugeait plutôt à l'aune de l'ornementation corporelle, des rituels, voire d'une anthropophagie supposée, autant de pratiques qui témoigneraient d'une altérité radicale, jusqu'à susciter parfois de vives interrogations sur l'appartenance ou non à l'humanité. On a ainsi pu prêter, au début du xxe siècle, des appendices caudaux et des tailles de géant à certains habitants de la basse vallée de l'Omo. Les populations de cette vallée conjuguent aujourd'hui deux aspects qui ont servi à les reléguer à une étape antérieure d'un développement dont l'Occident serait l'étalon, et la puissance technique le révélateur : une ornementation corporelle dense et faite de cendre, de bouse, d'argile, de labrets*, de scarifications et de nudité partielle, à laquelle s'ajoute un mode de subsistance faisant appel à la force musculaire via des techniques agricoles et d'élevage qui relèvent, selon l'anthropologie savante, du Néolithique. À ce télescopage des temps archéologiques et sociaux s'ajoute parfois la référence paléontologique, certains reporters n'hésitant pas à faire des Mursi l'expression contemporaine d'espèces fossiles telle que celle de Lucy.

Aujourd'hui, la différence avec la période coloniale est que le primitivisme* ne se présente plus ainsi : nombre de livres, de reportages et d'interventions diverses dans les médias évoquent ces populations comme étant proches d'un état de nature, autrefois une preuve de primitivité, désormais celle d'un esprit plus créatif et d'une meilleure conscience écologique. Les Mursi, comme leurs voisins, les Surma, ont ainsi eu un grand succès iconographique en raison des ressources graphiques que sont les peintures corporelles et les hommes presque nus et armés prenant des poses hiératiques. Si ce deuxième thème

rappelle en tout point les temps coloniaux, prêtant aux Africains une brutalité intrinsèque, le premier s'accompagne de discours nostalgiques sur ce que l'Occident aurait perdu, à savoir une harmonie avec la nature et une créativité perméable au monde sauvage, toute chose qui n'existerait en Europe plus qu'au fond de ses grottes (Lascaux, Chauvet, etc.). Le stéréotype qui positionne ces populations dans le passé reste inchangé : seule la valeur, aujourd'hui positive, s'est modifiée. Et l'envie est tellement forte de la part des publics des sociétés urbaines et industrielles que les photographes n'hésitent pas à payer grassement leurs modèles autochtones, jusqu'à leur faire mettre sur la tête différents attributs non traditionnels : bols, des décorations bovines ou encore des fleurs non endémiques, qui ne peuvent provenir que de la cueillette dans les jardins des missionnaires alentours.

Or, les recherches en sciences sociales et en archéologie montrent que le sentiment d'extériorité et d'étrangeté auquel ces populations ont été rattachées repose sur des conceptions erronées, fondées sur l'idée de « retard » (justifiant un isolement culturel), de l'existence de « zones temporelles » (provoquant un manque de partage des temporalités historiques¹) ou d'une « incapacité » (un déficit d'adaptation au monde moderne). Ces populations et leurs usages peuvent au contraire avantageusement être compris à l'aune d'une grande mobilité et d'une extrême adaptabilité des formes sociales aux drames que toutes les sociétés traversent, qu'ils soient dus aux épidémies, aux famines ou à la volonté d'autres sociétés d'imposer leurs modes de vie, comme certains empires médiévaux, les empires coloniaux de l'époque moderne ou encore l'emprise d'États plus ou moins libéraux de la région, s'inspirant du modèle des démocraties parlementaires, et qui ont besoin de sujets sédentaires et imposables, autrement dit de contribuables.

L'apparent manque de culture matérielle, d'écriture ou encore d'institutions² dédiées à la gestion collective par des personnes spécialisées dans ces fonctions n'est que l'expression négative de ce qui existe sous une autre forme et qui peut se décrire sans recours à la rhétorique du manque : les institutions politiques des pasteurs d'Afrique orientale s'incarnent dans la praxis* quotidienne des personnes elles-mêmes, autour d'une manière d'être mobile et centrée sur le corps. En effet, les compétences politiques s'y apprennent et s'y transmettent au moyen d'ornementations corporelles, de chorégraphies martiales, d'improvisations poétiques placées au cœur des interactions quotidiennes et de divers arts oratoires, saturant ainsi l'espace social de peintures et d'attitudes corporelles agissant comme autant de présentations de soi, visant à négocier la place de chacun en société. À mesure qu'il gagne en âge, chaque individu acquiert, par la pratique, des habiletés qui contiennent les prémices des institutions politiques : chaque procédé esthétique est en fait une manière de créer des relations, d'exprimer son positionnement face à un groupe et de se projeter dans le temps, autant d'éléments qui constituent une conscience politique. Car des sociétés dont le fondement ne repose pas sur une constitution ni sur un pouvoir centralisé sont en perpétuelle négociation de leur condition même d'existence. Ici, tout se discute : chacun peut, tour à tour, s'exprimer face à un parterre d'auditeurs lors d'assemblées publiques, sur la gestion des cultures, la diplomatie avec les groupes alentour et le gouvernement, d'éventuelles migrations et, parfois, des scissions et de l'établissement de fronts pionniers.

Vous avez dit nature ?

Il y a ce qu'est l'Afrique, et ce qu'elle devrait être. « La vallée de l'Omo a une qualité spéciale d'isolement », écrit l'ornithologue Leslie Brown (1917-1980), un ancien du Kenya colonial, en 1969 : « Ici on ressent non seulement que l'Homme est presque totalement absent, mais aussi qu'il n'a jamais été là. »

Son collègue John Blower (1922-2020) va dans le même sens. Venu de l'Ouganda britannique, il représente désormais l'Unesco, l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) et le World Wildlife Fund (WWF) auprès de l'empereur Haïlé Sélassié. Blower explique alors la marche à suivre pour créer les premiers parcs du pays : « Cette zone [l'Omo] de 9 000 kilomètres carrés pratiquement inhabitée par les humains est la zone la plus riche de toute l'Éthiopie en faune sauvage. » Mais elle est menacée : « Année après année les effectifs d'éléphants, de buffles, de girafes, de zèbres, d'élans et de bien d'autres animaux sont sévèrement réduits par le pastoralisme et la chasse illégale. » Voilà pourquoi les populations de l'Omo doivent être expulsées. Et en attendant, elles sont punies

d'amendes lorsqu'elles cultivent la terre et font pâturer leurs troupeaux, voire de peines de prison en cas de braconnage.

Le problème est que cette vallée de l'Omo n'existe pas. Elle ne peut pas être à la fois inhabitée et surexploitée. La grande faune ne peut pas non plus être la plus riche du pays, et sur le point de disparaître. D'ailleurs, les Mursi ou les Surma ne la chassent que pour protéger leurs troupeaux ou en cas de famine sévère. Brown et Blower rêvent donc l'Omo plus qu'ils ne le voient.

Ce rêve naît à la fin du XIX^e siècle, quand les colons pensent avoir retrouvé en Afrique la nature disparue en Europe. Mais qui dit colonisation dit prédation : trafic d'ivoire, déforestation... le capitalisme impérial ravage les écosystèmes africains. Incapables de comprendre qu'ils sont la cause des dégâts qu'ils regrettent, les colons blâment alors les Africains. Et les États coloniaux font de même : les accuser de détruire la nature permet de s'approprier les ressources naturelles du continent. Puis la presse à grand tirage et la littérature donnent forme au mythe de l'éden africain. Les Neiges du Kilimandjaro d'Ernest Hemingway, La Ferme africaine de Karen Blixen ou Les Racines du ciel de Romain Gary font croire à une Afrique idéalement vierge et sauvage, mais malheureusement surpeuplée et dégradée. C'est ce mythe que les experts de la conservation portent avec eux au lendemain des indépendances, dans toute l'Afrique, et encore davantage dans le Rift, au Serengeti (Tanzanie), à Amboseli (Kenya) ou dans l'Omo. Après les colons qui cherchaient à contrôler les ressources et les populations de ce continent, des conservationnistes* cherchent en à contrôler les écologies. Et pour ce faire, sans toujours s'en rendre compte, ils disposent de trois puissants alliés : les dirigeants africains, les médias de masse et une crise écologique mondiale.

Nyerere en Tanzanie, Kenyatta au Kenya, Mengistu en Éthiopie, ces nouveaux leaders n'ont pas choisi le paradigme occidental selon lequel, en Afrique, un parc naturel doit être vide d'habitants, mais ils savent se l'approprier. En obtenant le classement de leurs parcs au patrimoine mondial de l'Unesco, ils font reconnaître leur nation par l'extérieur afin de mieux l'imposer à l'intérieur : créer des parcs chez les nomades, dans les maquis et aux frontières, c'est planter le drapeau national sur des territoires qui échappent à leur contrôle. Et l'entreprise est légitime, car plus la destruction de la planète se fait évidente et plus l'Occident rêve d'Afrique. Avec La Vie sur terre de David Attenborough, le National Geographic ou des films comme Le Roi lion, les habitants du Nord peuvent se reposer sur l'Afrique, continent refuge où s'abriter de la technologie et de la pollution qui minent la planète. Et cela d'autant plus que, sur place, les dirigeants continuent de leur offrir des parcs vidés de leurs habitants.

Au XX^e siècle, 1 à 14 millions d'agriculteurs et de pasteurs ont été expulsés des parcs africains. Dans celui de l'Omo, aujourd'hui encore, les habitants qui exploitent la terre sont criminalisés et doivent se battre pour ne pas être expulsés : en 2008, ils ont obtenu le départ d'African Parks, le nouveau géant de la conservation, qui avait déploré l'impossibilité de les déplacer avant de se déclarer impuissant face « aux défis considérables résultant de leur utilisation non durable [des parcs] ». Cela dit, toutes les populations du Rift n'ont pas la même chance. En 2022, en Tanzanie, après de violents affrontements entre écogardes et Maasäi, plusieurs familles ont enfin accepté de quitter le Ngorongoro, classé par l'Unesco pour ses « valeurs naturelles ». Car il y a ce qu'est le Rift (habité), mais en matière de patrimoine naturel, il y a encore ce que devrait être le Rift (inhabité).

1. Voir le fameux « discours de Dakar » (2007) écrit par Henri Guaino et lu par Nicolas Sarkozy, pour lequel l'auteur dit s'être inspiré de Aimé Césaire.

2. Edward Evan Evans-Pritchard, un des plus célèbres anthropologues anglais, qualifia la société nuer d'« anarchie ordonnée ». Cette expression maladroite, car fondée sur un oxymore, qualifiait un type d'organisation sociale qu'il a contribué à définir : les sociétés segmentaires. Les sociétés qui reposent sur une organisation segmentaire semblent n'avoir pas d'organisation, car elles sont composées de factions s'assemblant au gré des événements, sans jamais avoir une structure stable.

=====

Vous avez dit « expert » ?

La sociologie des sciences nous apprend que pour être « expert », il faut d'abord se revendiquer du métier en l'associant à la science, ensuite posséder certaines aptitudes techniques et intellectuelles, enfin être assez impartial pour pouvoir délivrer des conseils fiables. Ces prérogatives sont donc si subjectives que n'importe qui peut se dire expert et c'est bien pourquoi, être expert, c'est avant tout être identifié comme tel : il faut être connu pour avoir « expérimenté » un problème, et reconnu comme ayant su le « résoudre ». Il en va ainsi de l'expertise en général et de celle qui naît en Afrique après 1945, au gré de ce que certains historiens ont nommé la Seconde occupation coloniale. D'un côté, en pleine Guerre froide, les États-Unis envoient partout sur le continent africain des ingénieurs en agronomie et en foresterie pour orienter la politique économique des colonies. De l'autre, soucieux de se maintenir en Afrique mais contestés dans leur légitimité à le faire, les empires européens définissent le problème, le manque de « développement », et pour les résoudre, ils envoient dans leurs colonies de plus en plus d'officiers scientifiques formés à l'écologie, la santé animale ou encore la culture de produits tropicaux. Au point qu'à la fin des années 1950, un « État impérial technocratique » a pris forme dans toute l'Afrique coloniale. Puis viennent les décolonisations, et tous ces administrateurs coloniaux se reconvertissent en experts internationaux dans les agences des Nations unies qui remplacent les empires sur le continent. Ils viennent rejoindre les Américains de l'Unesco, de la FAO ou du PNUD, et tous ensemble ils s'investissent dans le « développement agricole », la « conservation des ressources naturelles » ou la « sauvegarde du patrimoine » de l'Afrique.

=====